

la Dette



Edito

La crise alimentaire mondiale


continue de frapper de plein fouet les plus démunis et la FAO vient de dénombrier 923 millions de personnes sous-alimentées, en hausse de 75 millions depuis la dernière étude, estimant la tendance "inquiétante". La crise financière internationale n'en finit pas de secouer les Bourses tout en provoquant des dégâts humains considérables. Les Etats les plus actifs dans la promotion de la mondialisation néolibérale n'en finissent pas de se révéler très interventionnistes, nationalisant à tour de bras banques et compagnies d'assurances...

Le plan de sauvetage annoncé par le gouvernement des Etats-Unis a fait rebondir les marchés de près de 10% en une journée car en bout de course, ce sont les pouvoirs publics, et donc les populations, qui vont payer très cher (jusqu'à 700 milliards de dollars pour ce seul plan) pour sauver des organismes privés que la soif de profit a conduits à des pratiques douteuses et à des investissements on ne peut plus hasardeux. Triste décor pour une économie capitaliste qui se considère comme la seule à même d'apporter la prospérité alors qu'elle porte en elle la domination, la violence et l'exploitation de manière structurelle.

En face, au même moment, environ 12 000 altermondialistes étaient réunis à Malmö, en Suède, pour le Forum social européen 2008. Les derniers mois ont donné matière à réflexion et à revendications. Elles conduisent toutes à un mot d'ordre clair : Un autre monde est possible, et vraiment nécessaire !

Ailleurs, au Venezuela, en Bolivie, en Equateur, la tâche n'est pas simple pour des gouvernements progressistes mais l'espoir est de mise. Des avancées se précisent, des perspectives s'ouvrent.

Le CADTM est présent dans toutes ces directions par ses analyses et ses alternatives. Nous suivons tout cela de près et nous agissons au quotidien pour pouvoir peser de tout notre poids et faire basculer la balance du côté des peuples, loin de la logique de cette dette et de la soumission qu'elle implique, au Nord comme au Sud.

 L'équipe du CADTM France

Des chiffres et des dettes

En Côte d'Ivoire, les petits fournisseurs de l'Etat se sont constitués en syndicat. Ils se proposeraient même de faire un sit-in devant la Présidence de la République, le 9 octobre prochain.

L'activité économique nationale est au point mort. Les fermetures d'entreprises et les faillites sont devenues quotidiennes.

Depuis 2007, aucun règlement de factures n'est fait aux petites entreprises individuelles qui, par ailleurs, n'ont souvent d'autres clients que l'Etat. Certaines d'entre elles sont au bord de la banqueroute. Ce sont pourtant eux qui font fonctionner l'Etat de Côte d'Ivoire. Lequel est incapable d'honorer ses engagements financiers.

Les arriérés de paiement intérieur sont estimés à 402,8 milliards de FCFA en 2007 (soit 614 millions €).

Le stock de la dette intérieure, qui était de 820,1 milliards FCFA

en 2003 (soit 1, 250 milliard €), atteint environ 1300 milliards de FCFA en 2008 (soit 2 milliards €).

La dette publique extérieure était de 9 007 millions de dollars en 2005, et le service engloutit chaque année plus de 30% du budget.

Le gouvernement, qui se bat avec acharnement pour atteindre le point de décision qui devrait rendre le pays éligible à l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés a, en février dernier, choisi de satisfaire la Banque mondiale plutôt que les besoins du peuple, en versant d'une seule traite 118 milliards de francs CFA (soit 180 millions €). En récompense, le peuple n'a eu droit qu'à des augmentations des tarifs et des prix.

Sources : CADTM Côte d'Ivoire

Agenda

1er-10 | Nîmes (30)

Film-débat "*L'or bleu*"

avec Djilali Benamrane, économiste, spécialiste de l'Afrique

12-10 => 19-10

Semaine mondiale d'actions contre la dette et les IFI, d'actions citoyennes sous différentes formes dans le monde entier.

14-10 | Lille (59)

Discussion sur le thème "Crise alimentaire et stratégie du choc"

animée par le CADTM-Lille, MRES, 14h30

14-10 | Saint-Ouen l'Aumône (95)

Projection film : "*La fin de la pauvreté ?*"

Projection/débat avec le CADTM Ile de France, 20h30 au cinéma Utopia

16-10 | Aix en provence (13)

Participation à une réunion publique sur «*Des ponts pas des murs*»

18-10 | Montmagny (95)

Colloque "*La misère ici et ailleurs en 2008*"

organisé par la section LDH

18-10 => 19-10 | Liège, Belgique

Week-end de formation droit

Le groupe Droit du CADTM propose un week end de formation

15-11 => 23-11

Semaine de la solidarité internationale

14-11 | Nîmes (30)

Conférence sur "*L'eau*", dans le cadre de la SSI

12-11 => 24-11 | Bailleul (59)

Exposition "*Annuler la dette pour libérer le développement*"

Dans le cadre de la SSI, à la mairie

Tous les détails sur le site : cadtm.org

Qui est responsable du paludisme ?

Avec le réchauffement et la pauvreté grandissante des populations fragiles, le paludisme va-t-il faire sa réapparition au nord ?

Paul Benkimoun écrit dans un article du Monde 2 (6 septembre 2008, Paludisme, le tueur de pauvres) : *«Qui est responsable du paludisme ? ... l'anophèle est le moustique dont la femelle transmet le plasmodium lorsqu'elle pique un humain, la pauvreté qui fait le lit de la maladie en créant les conditions propices à la reproduction du parasite...»*. Une explication exacte qui oublie l'essentiel : la cause de la pauvreté.

Selon l'OMS *«...40% de la population mondiale est touché dans les pays les plus pauvres... chaque année 500 millions de personnes sont gravement atteintes...»*. Entre 1 et 3 millions en meurent, plus particulièrement des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes dans l'Afrique subsaharienne. Plus loin on peut lire *«...les pays à forte transmission perdent 1,3% par an de croissance économique... cette perte accroît les difficultés de la population à accéder aux moyens de prévention et de traitement...»*

Question

Sachant que la majorité des pays subsahariens rembourse une dette, le plus souvent illégitime voire odieuse, en y consacrant, depuis 25 ans, 30 à 40% de leur budget, combien de points de croissance économique ont-ils perdu ? Combien de morts doit-on compter ? Faut-il rajouter les morts de faim et de maladies causés par la pauvreté et la malnutrition qui en a découlé. Le duo Banque mondiale et FMI a conditionné tous ses nouveaux prêts aux pays en développement. C'est ainsi que leurs gouvernements ont été contraints de sacrifier les structures de santé publique pour les rembourser. Ces prêts ont pourtant été le plus souvent détournés par des dictateurs et des décideurs corrompus alors que les prêteurs, la BM, les états industrialisés et les banques privées connaissaient voire encourageaient ces pratiques mafieuses. Cette financiarisation brutale imposée aux PED, aveugle aux besoins élémentaires de leurs populations, est en grande partie responsable de la persistance du paludisme aujourd'hui.

L'application des lois d'un marché faussé (dumping et subventions au nord, ouverture des frontières au sud), par les PAS, sont de véritables chantages : tu ouvres ton pays au capitalisme sauvage sinon tu n'auras pas accès aux prêts. Ces pays ont été mis sciemment en faillite par la crise de la dette des années 80. Cela a permis d'assurer la continuité de la colonisation par les puissances industrielles.

Comment ne pas voir le cynisme de l'obligation, faite par la même BM, aux populations les plus pauvres, de payer soins et médicaments au nom de la vérité des prix.



Les contrats léonins, prolongement de la faillite économique et de la corruption organisée, permettent aux transnationales du nord, et maintenant à celles du sud, d'exploiter les immenses richesses fossiles, sylvicoles et agricoles de ces pays en partageant le gâteau exclusivement avec les bourgeoisies au pouvoir. Dans certains énormes contrats miniers signés dernièrement en RDC (Congo Kinshasa) avec les chinois, il n'y a pas le moindre dollar qui ira aux populations les plus pauvres.

«Heureusement, une solution thérapeutique au paludisme est apparue (ACT)... à base d'artémisine... La fondation Drugs for Neglected Diseases, créée par Médecin Sans Frontières et l'Institut Pasteur...» avec l'aide de Sanofi-Aventis, distribue ce médicament sans brevet et à prix coûtant. Par ailleurs, Le Fonds Mondial Europe a contribué à financer 109 millions de moustiquaires, devenant *«le principal financier de moustiquaires imprégnées au monde»* dixit Michèle Barzach sa présidente.

Il est intéressant de mettre en miroir de cet article du Monde 2, les idées défendues par Bernard Hours dans *«Derrière les évidences humanitaires»* (Le Monde Diplomatique, septembre 2008)

«L'humanitaire est un élément central de la globalisation morale en cours. L'économie de marché, le capitalisme doivent impérativement blanchir les profits nés de leur exploitation mondialisée. Le travail des enfants, les cadences productives, les heures supplémentaires non payées, toutes les exactions, dans un univers de dérégulation multiple, doivent être maquillées». Plus loin, «L'univers de l'action humanitaire est postpolitique. C'est celui des gadgets de la bonne conscience lancée par les ONG, entreprises de moralité aujourd'hui dépassées par leurs créatures». Plus loin encore, «...les vaincus se révoltent, mais les victimes font beaucoup pleurer... L'émotion humanitaire produit au mieux de l'indignation. Elle empêche la rébellion».


De nombreuses analyses très brillantes sur les causes des révoltes de la faim, de la malnutrition, des maladies qui affectent les pays pauvres sont lisibles ou visibles dans de nombreux médias. La BM nous fait croire que les causes de la faim sont dues à un manque d'engrais, de pesticides et d'OGM. Elle reconnaît enfin l'impact

des agrocarburants. Mais elle oublie qu'elle a poussé tous ces pays à faire des cultures d'exportation qui se sont faites au détriment de la souveraineté alimentaire. Le remboursement de la dette a fortement contribué à la faim et à la pauvreté dans les campagnes. Les thèses de Stephen Smith mettent la responsabilité de la pauvreté en Afrique sur les africains eux-mêmes et oublient les raisons politiques qui ont abouti à l'esclavage économique de la moitié des habitants de la terre. Les ONG font appel à notre esprit de solidarité pour une tentative impossible de régler des problèmes dont les véritables causes sont en dehors de leurs préoccupations.

Le système capitaliste libéral qui permet l'enrichissement d'une minorité doit produire toujours plus d'analyses économiques, en réalité idéologiques, pour détourner l'attention. Les fondations type Bill Gates, Unitaid, la taxe Chirac sur les billets d'avion, et les autres grandes ONG sont excellentes pour communiquer sur leurs succès. Les mini victoires sur la pauvreté et la maladie des plus pauvres associées à de gros mensonges sur l'état réel du monde sont des tentatives de désinformation plutôt réussies. Elles maintiennent les populations des pays riches dans une ignorance nécessaire au succès de l'entreprise consumériste globale et font rêver tous ceux qui, dans d'autres pays, pensent qu'un jour prochain, ils y accéderont.

Grâce à l'*«effet de ruissellement»* il est dit que les pauvres réussiront à s'enrichir quand les riches auront acquis les moyens suffisants pour faire des investissements productifs. Une théorie économique tellement libérale que, au fil des années et de la fragilisation d'une part croissante des populations de la planète, elle découvre son visage idéologique et mensonger. Oui, le paludisme, le sida, les diarrhées causées par l'eau non potable et la faim sont des maladies de pauvres. Il n'y a là aucune fatalité, seulement une immense injustice sociale résultant d'un capitalisme globalisé super prédateur. Elle est aujourd'hui accentuée par la financiarisation et la privatisation de tous les services et les biens publics dont l'endettement est le vecteur principal.

Le paludisme est un problème politique avant d'être une question humanitaire. Il ne sera vaincu par les ONG étrangères que si elles prennent clairement position contre l'économie de pillage des transnationales et de leurs gouvernements qui les assistent. Il ne sera vaincu que si elles soutiennent les mouvements des sociétés civiles du sud qui se battent démocratiquement pour obtenir une véritable redistribution des richesses de leur pays entre tous les habitants.

 Nicolas Sersiron

Global - local: le rapport en débat

La phrase "Agir local, penser global" a fait le tour du monde et est prise comme leitmotiv pour tout et n'importe quoi. Surtout pour "agir local" tout en ignorant le "penser global"

L'action locale répond aux questions qui touchent chacun dans son quotidien, sa maison, son emploi, son école... C'est du concret ça !!! Quand nous agissons local est-ce que ça veut dire qu'il faut se limiter à l'action et la sensibilisation politiques à travers les questions locales uniquement.

Le global semble plus loin, mais est au moins aussi concret. Le rouleau compresseur capitaliste fonctionne au niveau de l'OMC, le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, l'Union européenne, les traités commerciaux et les accords de soi-disant coopération, pour ne citer que les plus visibles. Puis, partout dans le monde, les situations locales, dans les quartiers, villages, villes, départements et régions, découlent de ces aboutissements diplomatiques.

Les conditions de travail local subissent une pression à la baisse pour les rendre toujours plus concurrentielles dans le contexte global. Les mines artisanales, déjà dangereuses, mal aérées et pénibles, sont accaparées par les multinationales qui en interdisent l'exploitation traditionnelle pour tout mettre sur le marché international et polluer les terres et eaux des populations locales.

Les agriculteurs ont vu toute aide et subvention à leur travail, évaporées, mesures imposées par les IFIs et l'OMC ainsi que l'importation de cinq pour cent de tous les besoins des pays adhérents. En attendant, s'ils ont toujours des terres fertiles elles ne sont pas semées, si elles sont semées elles ne sont pas récoltées et si elles sont récoltées, les paysans ne mangent toujours pas à leur faim (*Zegge Bamba* : film "Bamako").

Les chefs d'état ont la prérogative de la politique étrangère comme un terrain privé où les peuples n'ont pas accès, quelles que soient les décisions les concernant. La classe super dominante conserve ce domaine d'action pour elle sachant bien que c'est là où sont les vrais

enjeux.

Dans les pays riches, l'OCDE est le "think tank" sur l'économie, préconisant la distribution des richesses vers les plus riches, la réduction et l'élimination, par saucissonnage, des acquis et couvertures sociales et la privatisation de tous les services publics. En 2002, en France, le service bancaire gratuit du Trésor Public a été supprimé parce qu'il faisait concurrence au secteur privé. Toutes les formes de mutualisation des risques sont en voie d'interdiction, comme gêne pour le commerce. Même les mutuelles ont devant elles un avenir comme compagnies privées d'assurance, avec tout ce que cela suppose. L'idéologie libérale ne peut pas supporter l'idée qu'un marché lui échappe et ses militants (dits lobbies professionnels, payés pour le faire) font pression sur les législateurs nationaux et les négociateurs internationaux pour que tout aille dans leur direction.

Les populations ou groupes laborieux locaux revendicatifs, se trouvent face à des structures d'une puissance inimaginable, car globale.

Même si une revendication locale est satisfaite, sa portée reste limitée à sa localité et vite remise en cause par de nouvelles offensives des dominants. Nos mobilisations locales n'aboutissent pas à des victoires si elles ne sont pas liées à un cadre plus large. Le plus que nous puissions espérer dans une victoire locale c'est de retarder de quelques années les programmes qui reviendront à la charge quand la population sera calmée, quand le compromis à déjà été vidé de son contenu. Les petites victoires locales ne sont pas transformées en lois et règlements qui remontent vers des applications internationales, elles restent locales et quelque part sans autres conséquences.

Par contre, les accords internationaux s'imposent aux pays qui les signent. En France, le Président de la République est le garant de leur respect, ils sont transformés en lois et appliquées. La commune locale qui souhaite protéger par décret son industrie ou créer un système de solidarité ne peut pas agir

contre la loi du pays. La jurisprudence même est encadrée dans des codes.

Éventuellement un pays peut aller jusqu'à modifier ses lois et sa constitution, pour être conforme avec le droit et les traités internationaux qui priment sur le droit national, qui prime à son tour sur les arrêtés régionaux, départementaux et municipaux. Les préfets sont chargés de faire respecter cette hiérarchie juridique. Les mairies n'ont plus de marge de manœuvre dans leur politique et gestion locale.


Les combats comme la commune de Paris, de Barcelone ou de Cronstadt n'ont pas tenu, seuls et isolés. Il n'y a aucun exemple de victoire locale qui ait résisté longtemps contre une domination qui reposait sur une base plus large. Il est illusoire d'imaginer que la création d'un autre monde possible puisse être faite par le peuple "d'en bas" qui est sujet et tributaire des peuples "d'en haut", sans affrontement direct. Les dominants le savent bien.

Le cadre juridique mondial est un objectif pour les deux camps dans la lutte des classes. Nous ne pouvons pas ignorer l'importance stratégique des institutions internationales et multilatérales.

Bien sûr, il ne faut pas se couper de ses bases. A condition toutefois que ces bases soient totalement conscientes des enjeux globaux. Les actions locales sont un excellent moyen de sensibilisation et certaines, aussi, ont besoin d'être traitées solidement et sérieusement. Mais il faut être lucide sur leur portée et leur place dans les luttes à dimension mondiale. Si elles ne gravitent pas vers des structures et des coordinations plus larges, elles restent insignifiantes.

Si nous voulons l'accès à l'eau, sécurité alimentaire, droit à la santé, pour toute la planète, un salaire minimum mondial, une nouvelle hiérarchie dans les traités internationaux, dignité, bien-être, égalité, justice et solidarité pour tous, cantines scolaires, transports locaux gratuits (liste non exhaustive (faites la vôtre)) : c'est au niveau mondial qu'il faut agir.

Agissons global ou subissons local.

 Mike Krolkowski

«La plupart des 1,1 milliard d'êtres humains répertoriés comme étant privés d'accès à l'eau salubre se contentent d'environ 5 litres par jour – soit un dixième du volume quotidien moyen utilisé dans les pays riches pour tirer la chasse d'eau. [...] Dans les pays riches, un robinet qui fuit gaspille plus d'eau que la quantité disponible chaque jour pour plus d'un milliard de personnes.»

PNUD

«Il est révélateur du monde fou dans lequel nous vivons que le médecin, le maître d'école ou l'infirmière se sentent davantage menacés par le conservatisme financier que ne le sont un général ou un commandant de l'armée de l'air.»

Amartya Sen, prix Nobel d'économie

Réflexions autour du livre de Smaïn Laacher : Le peuple des clandestins, le film Dem walla di, Amartya Sen, la dette et Mahmoud Darwish

Smaïn Laacher est juge représentant le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) auprès des Nations Unies, commission des recours des réfugiés.

Il est aussi sociologue et c'est à travers ce double prisme qu'il aborde la situation des candidats à l'immigration /émigration lors de l'enquête qu'il présente sous le titre «*Le peuple des clandestins*». Edition : Calmann-Lévy, 2007



Il serait plus juste de dire émigration /immigration car il présente son travail dans l'ordre : à partir du pays de départ ou d'escale. Smaïn Laacher rencontre au Yémen, au Pakistan, au Maroc, en Afghanistan, en Algérie, en Tunisie et durant plusieurs années, des candidats à l'exil. C'est dans un second temps, paraphrasant le parcours migratoire, qu'il présente son enquête auprès de clandestins, demandeurs d'asile et de réfugiés en France, en Italie, en Turquie, en Grèce et en Angleterre.

Cet essai s'articule sur six parties introduites par une approche historique et politique du thème de l'immigration. La première partie est particulièrement consacrée au départ, bien que cet événement inaugural soit évoqué tout au long de l'essai et dans la plupart des entretiens retranscrits. Ce sont ces témoignages qui donnent à ce travail une dimension humaine qui semble, paradoxalement, être une dimension perdue au regard des conditions d'itinérance auxquelles sont soumis ces hommes, femmes et enfants au cours de leur périple.

Mais ce travail, précise l'auteur, est plus qu'une étude théorique «*sur le malheur des clandestins*», c'est un appel politique à plus de justice.

En filigrane, cette enquête s'interroge sur les capacités de l'être humain à demeurer une personne dans un monde hors norme, assujettie aux violences d'une existence sans droit.

Et l'auteur souhaite donner à son travail une dimension politique, en amenant le débat sur la difficile question d'un statut juridique à ces millions de personnes qu'il désigne sciemment par le substantif «*peuple*». Car elles ont en commun, et c'est en cela qu'elles constituent un peuple, de ne pas avoir d'État, c'est-à-dire un interlocuteur fiabilisé par les institutions qui le représentent.

Or, ce défaut d'État est d'une importance absolue, il entraîne des conséquences en cascade sur l'ensemble des fonctions vitales (sociale, économique, politique et environnementale) avec, pour axe transversal, une totale absence de droit. Et malgré la déshumanisation des conditions de survie des exilés, la législation européenne se dresse dans un mouvement de plus en plus agressif en matière de maîtrise, intégration et asile des étrangers.

En France, l'ordonnance de 45 a subi 27 modifications entre 1980 et maintenant.¹ Droit civil, droit pénal, droit administratif se conjuguent, sous la double assignation européenne et nationale, pour éloigner, interdire ou placer en rétention. Une boulimie législative comme remède face à des populations dont le mal le plus aigu semble ironiquement être une insuffisance de droit.

La retranscription des entretiens que Smaïn Laacher mène avec les ressortissants du «*peuple des clandestins*» éclaire sur les conditions de survie qu'affrontent ces femmes, enfants et hommes et sur leur degré de lucidité quant à leur situation. Ils partent sans pouvoir revenir.

Et parfois, durant le voyage, peuvent s'élaborer des formes de solidarité dont l'image emblématique est l'organisation politique (au sens de polis) des candidats subsahariens retenus aux grillages de Ceuta et Melilla (Espagne). Une organisation qui offre assistance et sécurité à ses membres mais qui est aussi une force de représentation et de revendications collectives. Lorsque le centre d'hébergement de Sangatte existait, il avait aussi une fonction régulatrice par les rencontres qu'il permettait, moins formelle que dans les forêts de Gourougou et Belyounech surnommées «*ghetto*» par ses occupants. Après la fermeture du centre Sangatte, les candidats pour l'Angleterre trouvent abri dans les bois qu'ils appellent «*jungle*» illustrant ainsi la déshumanisation de leur condition.

Ce que démontre l'enquête de Smaïn Laacher c'est bien la force du collectif, au-delà de l'amélioration de la vie matérielle, elle réinscrit le sujet dans une participation citoyenne où l'intérêt général devient prédominant. Et, à travers cette expérience, ramène l'individu vers son humanité, par une réappropriation des normes et leur sens.

Cependant, c'est la question des causes du départ que l'auteur déclare traiter et la plupart du temps ce sont des fuites que les victimes décrivent. Or c'est par une approche ethnographique et sociologique que Smaïn Laacher analyse le phénomène migratoire. La singularité des situations sur laquelle insiste l'auteur fait cependant de l'ombre à une analyse géopolitique déclinée dans des dimensions d'intérêts économiques notamment dans le cadre des échanges Nord-Sud.

Et bien que l'auteur dénonce une situation fabriquée par les différentes législations du Nord, il ne va pas jusqu'à rêver d'une «*chute des murs*» et une libre circulation des personnes dans un monde pourtant globalisé, c'est-à-dire où la liberté de circulation des marchandises ne peut être enfreinte.

En matière de causes et conséquences du départ, le film Dem walla di (pars ou meurs), édité par le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM), aborde cette réflexion avec un angle d'analyse assez proche de l'enquête de Smaïn Laacher. Il s'agit des témoignages et analyses de villageois sénégalais dont les enfants sont poussés à l'exil au regard d'accords internationaux leur interdisant la pêche. Au-delà du désarroi des familles qui ont perdu un enfant, candidats à l'exil noyés dans une embarcation de fortune, la cause de ces nombreuses pertes humaines est clairement désignée : avant ces accords que le gouvernement sénégalais a signés avec la Communauté Européenne, le village vivait de sa pêche et ses enfants n'encouraient pas leur vie à essayer de la gagner.

Amartya Sen, prix Nobel d'économie, démontre l'étroitesse des liens entre démocratie et développement économique. Et les pays d'où proviennent les exilés sont des pays déstabilisés soit par les guerres et conflits armés (Irak, Pakistan, Soudan, Afghanistan, Tchétchénie) soit par une gestion corrompue des affaires intérieures et étrangères, doublée d'une gouvernance de type dictatorial, l'Afrique est le continent qui concentre un nombre important de ces pays. Dans une perspective géopolitique, les habitants de certains pays du Sud sont contraints de fuir vers les pays où les hommes ont des droits mais ils sont retenus aux abords de ceux-ci. Seuls les pays développés économiquement sont aptes à offrir à leurs ressortissants des droits.

Cette insoutenable asymétrie entre pays riches et pays en voie de développement, ne semble cependant pas remise en cause : l'aide au développement que les premiers accordent aux seconds est symbolique² (22,3 milliards de dollars en 2002 accordés à l'Afrique soit 27 dollars

par habitant) et prend la forme de prêt qui alourdit la dette (les dons représentent 15 milliards)³, les intérêts économiques des firmes du Nord sont bien protégés, notamment par les Institutions Financières Internationales (IFI) dont les Plans d'ajustement structurels (PAS) prônent la privatisation de secteurs stratégiques (eau, énergie, télécoms...) et conduisent souvent à une perte de souveraineté des États.

Enfin, en 2003 les sommes envoyées par les travailleurs immigrés dans leur famille restée en Afrique s'élèvent à 11 milliards de dollars et la plupart des observateurs extérieurs s'accordent à dire que ce soutien constitue une véritable aide au développement.

L'éclairage en terme d'économie du développement apporte de précieuses explications en matière d'inertie dans le déséquilibre des relations Nord-Sud et des éléments de réponses quant aux raisons d'une situation aussi «odieuse»⁴.

Mais c'est un éclairage en terme de droit qui donne des précisions sur la façon dont se mettent en place ces déséquilibres et à quelle mesure.

Dans ces regards croisés et à quelques



Harraga de Djamel Lounis

Santé

L'art d'enfoncer des portes ouvertes

«L'injustice sociale tue à grande échelle»

En gros, on a plus de "chances" d'être malade et d'en mourir quand on est pauvre, que quand on est riche.

Tiens! Pour une nouvelle, c'est une nouvelle!

Je suis sûre que les africains malades du paludisme, les mères des enfants morts de faim, les femmes faisant des kilomètres pour aller chercher de l'eau, même pas potable, les pauvres sans couverture santé, des pays riches, aucun ne s'en serait douté.

Ceci est la conclusion de la «Commission OMS des Déterminants sociaux de la santé» qui, après trois ans d'enquête, vient de donner son rapport intitulé : «Comblant le fossé en une génération - Comment faire?»

Donc, après le constat, la question : Comment faire?

Réduire les inégalités? Vous croyez que

jours de la disparition du poète Mahmoud Darwich (1941 -2008), il est difficile de ne pas rendre hommage à travers ses paroles à tous les exilés :

«Un jour je serai ce que je veux.

Un jour je serai oiseau et, de mon néant, Je puiserai mon existence. Chaque fois que mes ailes se consomment, Je me rapproche de la vérité et je renais des cendres.

Je suis le dialogue des rêveurs.

J'ai renoncé à mon corps et à mon âme Pour accomplir mon premier voyage au sens,

Mais il me consuma et disparut.

Je suis l'absence. Je suis le céleste

Pourchassé.

Un jour je serai ce que je veux»⁵.

Enfin, c'est à travers les paroles de cet immense poète de l'humanité que nous trouvons le courage de continuer notre lutte pour la justice.

«J'ai trouvé que la terre était fragile, et la mer, légère ; j'ai appris que la langue et la métaphore ne suffisent point pour fournir un lieu au lieu. (...) N'ayant pu trouver ma place sur la terre, j'ai tenté de la trouver dans l'Histoire. Et l'Histoire ne peut se réduire à une compensation de la géographie perdue. C'est également un point d'observation des ombres, de soi et de l'Autre, saisis dans un cheminement humain plus complexe. (...) Est-ce là simple ruse artistique, simple emprunt ? Est-ce, au contraire, le désespoir qui prend corps ? La réponse n'a aucune importance. L'essentiel est que j'ai trouvé ainsi une plus grande capacité lyrique, et un passage du relatif vers l'absolu. Une ouverture, pour que j'inscrive le national

dans l'universel, pour que la Palestine ne se limite pas à la Palestine, mais qu'elle fonde sa légitimité esthétique dans un espace humain plus vaste.»

Militer pour l'abolition de la dette du Tiers Monde a toute «sa légitimité esthétique», même si «ça ne compense pas la géographie perdue», ni nos espoirs dans une justice économique qui devient vaguement floue et sûrement meurtrière par son absence.

Cette lutte à laquelle on s'est soudain mis à s'attacher n'est-elle pas une autre forme de cette compensation, de cette «ruse artistique» dont nous parle notre Darwish pour tenter de lui donner toute sa place dans l'histoire...

Soyons sûrs que la lutte pour l'abolition de la dette du Tiers Monde fonde toute sa «légitimité esthétique» dans un espace de droits humains et de justice plus vaste.

 Hayett Chaouche

1. H. Zeghib, Maître de conférence à l'Université de Montpellier III. Actualité du droit des étrangers. Les entretiens du palais, faculté de droit de Montpellier, le 28.03.08.

2. «entre 1970 et 2002, l'Afrique a reçu 540 milliards de dollars environ en prêts ; mais bien qu'elle ait remboursé près de 550 milliards de dollars en principal et intérêts, elle affichait encore un encours de dette de 295 milliards de dollars fin 2002. Les chiffres sont encore plus déconcertants pour l'Afrique subsaharienne, qui, ayant reçu 294 milliards de dollars en prêts et remboursé 268 milliards de dollars en service de la dette, reste cependant débitrice de quelque 210 milliards de dollars». CNUCED Le développement économique en Afrique. Endettement viable : oasis ou mirage ?, 2004.

3. Source OCDE, Direction de la coopération pour le développement, rapport 2004.

4. Pour reprendre l'expression d'Alexandre Nahum Sack, «une dette odieuse», 1927.

5. Mahmoud DARWICH - Murale, Arles, Actes Sud, 2003.

c'est possible? Même... envisageable? Et si seulement on l'avait su avant... Si la Banque mondiale et le FMI avaient su, ils n'auraient pas fait appliquer «...l'association de principes, de politiques et de mesures économiques peu judicieuses¹... responsable du fait qu'une majorité de l'humanité ne bénéficie pas du niveau de santé biologiquement possible».

La commission «recommande 3 objectifs» (objectifs..., ça me dit quelque chose...):

«1. Améliorer les conditions de vie quotidiennes

2. Lutter contre les inégalités dans la répartition du pouvoir, de l'argent et des ressources

3. Mesurer le problème, l'analyser et évaluer l'efficacité de l'action»

Ce rapport préconise, entre autre, «un secteur public puissant qui s'appuie sur les principes de justice,... des soins de santé universels,... un environnement salubre,... une protection sociale tout au long de l'existence,...». Ça fait rêver.

Parait-il que «ce rapport aidera les

dirigeants à adapter leur stratégie de développement» Ouf! Nous voilà rassurés. Il semblerait qu'une des révélations de cette enquête soit les écarts à l'intérieur même d'un pays, y compris les pays dits riches, alors que certains pays à faible revenu ont un niveau de santé très satisfaisant², ce qui prouve bien que ce n'est pas une question de moyens mais bien de volonté et de priorité.

Donc, finalement rien de bien nouveau, mais comme certaines vérités sont toujours bonnes à redire, redisons-le : la cause de tous ces maux est la même "les inégalités". La santé est bel et bien, aussi, un problème de classes.

Détails sur le rapport :

http://www.who.int/social_determinants/final_report/closethegap_how/fr/index.html
<http://www.who.int/mediacentre/news/releases/2008/pr29/fr/index.html>

 Yvette Krolikowski

1. doux euphémisme

2. Cuba, Costa-rica, Chine, Kerala en Inde, Sri Lanka

Négociations de l'OMC : le rouleau compresseur en panne

Le 29 juillet dernier, à Genève, les négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se terminaient sur un échec. Mieux comprendre l'OMC et sa raison d'être est nécessaire à l'analyse de cette nouvelle crise

A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale n'étaient pas les seules institutions envisagées. Les discussions entre Alliés avaient abouti à l'idée d'une Organisation internationale du commerce (OIC), chargée d'organiser les règles du commerce mondial. Bien que programmée, cette OIC n'a jamais vu le jour. Les États-Unis ont finalement abandonné cette idée en route : la charte de La Havane, qui instaurait l'OIC, signée par 53 pays en mars 1948, ne fut pas ratifiée par le Congrès. Seuls ont survécu les accords de réduction des barrières douanières, signés en 1947 dans le cadre de la préparation de l'OIC. La structure ayant mené cette négociation, prévue pour être temporaire et dotée d'un dispositif institutionnel limité, est finalement restée pérenne sous le nom de General Agreement on Tariffs and Trade (Gatt, « *Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers* »).

En près de 50 ans, le Gatt a organisé huit cycles de négociations (rounds), qui devaient à chaque fois pousser plus loin la libéralisation du commerce. Le dernier de ces cycles, appelé cycle de l'Uruguay (1986-1994), a abouti à la création de l'OMC, en avril 1994, à Marrakech. L'acte final de ce cycle a nettement élargi le champ de la négociation à des secteurs non couverts jusque-là par le Gatt, comme l'agriculture, le textile et les services. Il a également intégré, pour la première fois, la question de la protection de la propriété intellectuelle au sein du commerce international. Alors que la charte de La Havane faisait référence explicitement à l'ONU, et donc annonçait la création d'une OIC soumise aux textes fondateurs de l'ONU (comme la Déclaration universelle des droits de l'Homme), les pays riches ont pris soin de créer une OMC sans aucun lien institutionnel avec l'ONU. En toute légalité, l'OMC peut donc ignorer les droits humains fondamentaux et combattre sans retenue toute forme de protectionnisme.

Machine à déréguler

Depuis sa naissance, l'OMC est ainsi chargée de promouvoir avec vigueur le

libre-échange, ce qui revient à « *laisser un renard libre dans un poulailler libre* ». Car le libre-échange est en fait la stratégie adoptée par les maîtres du jeu international afin de le rester : une fois dominants, ils ont tout intérêt à laisser agir les seules forces du marché... Pour l'OMC, libéraliser, c'est le contraire de protéger, c'est contraindre les pays en développement à abandonner toute forme de protection de leurs économies et à les ouvrir aux appétits féroces des entreprises transnationales. Dès le XIXe siècle, l'économiste Friedrich List avait décodé le message : « *Toute nation qui, par des tarifs douaniers protecteurs et des restrictions sur la navigation, a élevé sa puissance manufacturière à un degré de développement tel qu'aucune autre nation n'est en mesure de soutenir une concurrence libre avec elle ne peut rien faire de plus judicieux que de larguer ces échelles qui ont fait sa grandeur, de prêcher aux autres nations le bénéfice du libre-échange, et de déclarer sur le ton d'un pénitent qu'elle s'était jusqu'alors fourvoyée dans les chemins de l'erreur et qu'elle a maintenant, pour la première fois, réussi à découvrir la vérité* ». Il ne s'agit donc en rien d'un quelconque mouvement naturel de l'histoire : cette libéralisation se fait aux forceps.

Au XIXe siècle, la Grande-Bretagne était la puissance dominante et elle a usé de cet argument, comme l'a compris, aux États-Unis, le président étatsunien Ulysses Grant (1868-1876) : « *Pendant des siècles, l'Angleterre s'est appuyée sur la protection, l'a pratiquée jusqu'à ses plus extrêmes limites, et en a obtenu des résultats satisfaisants. Après deux siècles, elle a jugé commode d'adopter le libre-échange, car elle pense que la protection n'a plus rien à lui offrir. Eh bien, Messieurs, la connaissance que j'ai de notre pays me conduit à penser que, dans moins de 200 ans, lorsque l'Amérique aura tiré de la protection tout ce qu'elle a à offrir, elle adoptera le libre-échange* ». C'est justement le but de l'OMC...


Depuis la crise de la dette, au début des années 1980, le FMI et la Banque mondiale organisent une reprise en main à l'échelle planétaire au profit des classes capitalistes et imposent au tiers monde des plans d'ajustement structurel drastiques : privatisations massives et recul de l'État, tout à l'exportation, réduction des subventions aux produits de base et des budgets sociaux, abandon du contrôle sur les mouvements de capitaux et les investissements étrangers... L'OMC complète la puissante machine de guerre

contre les peuples de la planète. Le renforcement de la connexion des économies du Sud au marché mondial se fait au détriment de leurs producteurs locaux, de leur marché intérieur et des possibilités de renforcer les relations Sud-Sud.

Servir les puissants

L'OMC est apparue sur le devant de la scène médiatique à la fin de 1999, lors de la conférence de Seattle, quand d'amples mobilisations populaires ont permis de bloquer le sommet. Après les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, les grandes puissances ont pu faire pression pour que la réunion de l'OMC à Doha, dans l'État très policier du Qatar et loin des manifestations d'opposants, aboutisse au lancement de nouvelles négociations devant se conclure avant fin 2004. La conférence de Cancun (Mexique), en 2003, a vu la consolidation d'un bloc de pays émergents, baptisé G20, face aux grandes puissances du Nord. Devant l'intransigeance des pays riches, surtout sur le dossier agricole, le Mexique a décidé de mettre fin prématurément au sommet. Après Seattle, ce fut le deuxième échec important de l'OMC. Mais, depuis cette date, les clivages persistent entre pays industrialisés (États-Unis et Union européenne, notamment) et pays émergents (qui ont pour chefs de file le Brésil et l'Inde, dont les dirigeants rêvent d'accéder au statut de grande puissance), les pays les plus pauvres étant complètement marginalisés.

Actuellement pilotée par le socialiste français Pascal Lamy, ancien commissaire européen chargé du Commerce, l'OMC est une pièce clé du dispositif mis en place par les tenants de la mondialisation néolibérale pour la pousser encore plus avant. La paralysie actuelle de ce terrible rouleau compresseur est une bonne nouvelle, mais rien ne garantit que la mécanique soit définitivement enrayée, d'autant que Lamy et le président brésilien Lula tentent de relancer très vite le processus. Il est essentiel d'empêcher toute marchandisation des services et des biens publics fondamentaux comme l'eau, l'éducation, la santé ou l'accès aux semences, par l'intermédiaire des accords sur les services (AGCS) et les droits de propriété intellectuelle (ADPIC) négociés à l'OMC. Pour toutes ces raisons, les citoyens soucieux de justice sociale et les mouvements sociaux ne doivent cesser de la combattre.

 Damien Millet

Encore des mots, toujours des mots...

Lors de l'ouverture du sommet sur le développement du continent africain, à l'ONU M. Ban Ki-moon a relevé que, selon les tendances actuelles, « *aucun pays africain ne parviendra à tous les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) d'ici à 2015* », rappelant que ceux-ci étaient pourtant « *réalisables* ». « *J'appelle tous les donateurs à mettre en oeuvre la promesse*

faite au sommet de Gleneagles de doubler l'aide à l'Afrique », a-t-il déclaré.

Dans un rapport publié le 11 septembre, M. Ban déplorait que l'aide totale des pays de l'OCDE n'atteignait que 0,28% de leur PIB combiné, alors qu'ils s'étaient engagés à 0,7%.

« *Le président Sarkozy a confirmé que l'objectif de l'UE de consacrer 0,7% de sa richesse à l'aide publique au développement serait tenu.* »

Et si la Banque mondiale était responsable de la déforestation ?

La population d'Haïti subi de plein fouet les crises alimentaire et climatique

En mai, les images d'enfants mangeant des galettes d'argiles ont tristement inauguré les différents crises alimentaires qui se sont répandues dans le globe. On reconnaît désormais la responsabilité des plans d'ajustement structurel imposés qui ont détruit les agricultures vivrières des PED au profit des matières premières exportables. Mauvais calcul pour des pays désormais structurellement obligés d'importer leur alimentation alors que les prix ont flambé.

La libéralisation des échanges agricoles par la suppression des droits de douane, a diminué les recettes budgétaires des PED et livré à une

concurrence faussée les petits producteurs, mais est également à l'origine de la constante augmentation de la fluctuation des prix agricoles observée depuis les années 80. Mais les conséquences des plans d'ajustement structurel sur les territoires ruraux ne s'arrêtent pas à la suppression des moyens d'existence des populations paysannes.

Les PAS sont-ils aussi responsables de la déforestation ?

Les conséquences des tempêtes tropicales en Haïti ont-elles été accentuées par ces politiques ? Une des mesures miracles imposées par le FMI et la Banque mondiale a été la dévaluation des monnaies nationales. Ainsi, du jour au lendemain la valeur de l'argent s'est vue divisée par deux. Les revenus des

populations n'ont pas été augmentés par deux. Les sources d'énergie utilisées dans la vie quotidienne pour le chauffage ou la cuisine (charbon, pétrole, gaz) sont généralement importées. Leur prix a donc automatiquement doublé. Dans ces conditions, le libre marché a très vite fourni de nouvelles activités aux populations rurales. Couper les arbres pour faire du bois de chauffage, ou du charbon de bois. L'énorme augmentation de la demande provenant des villes anciennement alimentées par les importations d'énergies fossiles désormais trop chères. Rationalité économique? Quel taux de « *déforestation de sa monnaie locale* » a été imposé à la population haïtienne ? Et à la population du Sahel ?

 Olivier Chantry

Comment transformer des dettes privées en dette publique

L'administration Bush demande au Congrès l'autorisation de racheter pour \$ 700 milliards (483 milliards €) de crédits hypothécaires douteux dans le cadre de son plan de sauvetage pour enrayer la crise financière.

Le document prévoit également de relever la limite prévue par la loi de la dette nationale de 10,6 trillions de dollars à 11,3 trillions. Il ne précise cependant pas ce qu'obtiendrait le gouvernement en échange de cette aide fédérale.

«*Nous allons travailler avec le Congrès pour qu'un texte soit approuvé rapidement*», a déclaré le président George W. Bush depuis la Maison Blanche. Sans évoquer les détails, il a souligné qu'il s'agissait d'un «*plan massif parce que le problème est massif*».

Le président a dit craindre que la crise "*ne rejaille*" sur toute l'économie et touche les citoyens ordinaires.

Cela représente la plus vaste intervention jamais lancée par une administration pour venir en aide au secteur privé.

George W. Bush a expliqué aux Américains que l'énormité sans précédent des sommes engagées, qui doivent conduire à relever le plafond de la dette américaine à quelque 11.300 milliards de dollars, était nécessaire.

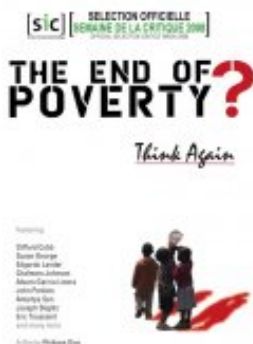
Le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz a estimé que ce plan «*n'est qu'une solution à court terme*». Comme aucun

investisseur privé ne veut des placements à risque, «*on les colle au contribuable, c'est monstrueux*». Selon lui, le système financier américain tout comme le gouvernement du pays ont perdu leur crédibilité. (?!?...)

Film

« La fin de la pauvreté ? »

Avec tant de richesses dans le monde, comment peut-on avoir autant de pauvreté ?



monde, l'appropriation des terres et des autres ressources naturelles, qui entre autres condamnent les pays du tiers-monde et tous ceux qui s'efforcent de survivre dans un environnement toujours plus hostile. N'est-il pas temps de se demander pourquoi aujourd'hui 25% de la population mondiale consomme plus de 85% des ressources de la planète ?

Le CADTM est partenaire du film de Philippe Diaz «La fin de la pauvreté ?» sélectionné au festival de Cannes

Experts présents à Cannes :

- Clifford Cobb - Auteur et historien spécialisé dans les problèmes d'inégalités dans le monde - Ancien Président et actuel chef de projets à la Robert Shalkenbach Foundation basée à New York (co-producteur du film)

- Susan George - Auteur spécialisée dans les rapports Nord-Sud - Directrice associée et Cofondatrice du Transnational Institute à Amsterdam - Présidente de l'Observatoire de la Mondialisation à Paris - Cofondatrice d'ATTAC

- Eric Toussaint - Président et fondateur du Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde - membre du conseil international du Forum Social Mondial, Auteur spécialisé dans la dette du tiers monde.

Né à Paris, Philippe Diaz étudie la philosophie à La Sorbonne et commence sa carrière dans le cinéma en 1980. Il produit de nombreux films comme «*Havre*» de Juliet Berto, «*Rue Du Départ*» de Tony Gatlif, «*Mauvais Sang*» de Léos Carax, «*Pierre et Djémila*» de Gérard Blain et «*La Nuit Bengali*» de Nicolas Klotz. Il commença ensuite une carrière internationale produisant des réalisateurs comme Robert Frank «*Candy Mountains*» et Bobby Roth «*L'Affaire Walraff*». En 1991, il s'installe à Los Angeles où il continue de produire des films d'auteurs mais également crée un mini studio : Cinema Libre Studio, spécialisé dans les films de fiction et documentaire à caractères sociaux ou politiques. Son premier film comme réalisateur : «*Nouvel Ordre Mondial (Quelque Part en Afrique)*» a été présenté à la Semaine de la Critique en 2000, «*Empire in Africa*» en 2006, documentaire sur la guerre civile en Sierra Leone.

«*La Fin de la Pauvreté ?*» retourne au début des temps modernes, au début des temps coloniaux, pour comprendre quand, mais aussi pourquoi, tout cela a commencé ? Les experts internationaux aussi bien que les victimes nous apportent des éléments de réponse, condamnant le colonialisme, l'économie de marché, la dette du tiers-

Fou Malade au Festival Esperanzah !



Fou Malade est venu en France pour la sortie de son CD «**On va tout dire**».

Esperanzah l'a invité à Namur en Belgique où se tenait son festival qui a lieu chaque année début août. Le CADTM Belgique est coorganisateur avec de nombreuses autres associations partenaires qui s'engagent pour un autre monde.

Esperanzah, en proposant des concerts de musiciens engagés du monde entier, des films, des débats, invite à la fête, au rêve, au voyage, au rapprochement des peuples dans un esprit d'ouverture et de métissage. (<http://www.esperanzah.be>).

Cette année, une des thématiques retenue était «*Les migrations*». Fou Malade, vivant dans la banlieue de Dakar au milieu des jeunes qui émigrent clandestinement, pouvait apporter un témoignage direct. À Namur, il a rencontré les militants du CADTM Belgique, en particulier Olivier Bonfond et Eric Toussaint. Ils ont discuté sur la nécessaire articulation entre les militants du Sud et ceux du Nord. Fou Malade a emporté avec lui les publications du CADTM et a expliqué comment son rap en français et en wolof permettait de transmettre en langage directement accessible aux sénégalais le même message que celui que porte le CADTM.

Ainsi, dans le CD qui vient de sortir en France, il chante ; «*L'Afrique n'est pas*

endettée, Arrêtez de l'embêter, Rends-moi ce que tu me dois, Comme ça je resterai sous mon toit».

Il a aussi rencontré de nombreux musiciens dont Kenny Arkana. Ils ont réalisé tous les deux que les paroles de leurs chansons expriment le même rejet de ce monde où l'homme ne trouve plus sa place. Le CADTM Belgique monte un projet d'un grand concert pour 2009, avec Kenny Arkana. Il est envisagé que Fou Malade intervienne en première partie.

Pour ceux qui veulent mieux connaître Fou Malade,

- On peut se procurer le film «**Dem Walla dee**» sorti en DVD et vendu au prix de 10€ en le commandant à CADTM Grenoble 6 rue Berthe de Boissieux 38000 Grenoble.

- On peut aussi se procurer le CD sorti cet été : «**On va tout dire**» Fou Malade et le Bat'hailllon blin-d CD à commander en suivant le lien : <http://www.lalu-music.com/acheter/>

- Ou bien en téléchargement mp3 sur itune en suivant le lien : <http://phobos.apple.com/WebObjects/MZStore.woa/wa/viewAlbum?id=282059772&s=143442>

 CADTM Grenoble

L'agenda de la solidarité internationale 2009

La fin de l'année approche. Il est temps de penser aux agendas. Celui-ci est une façon originale et pratique de sensibiliser à la solidarité internationale pour un développement durable.

Avec cet agenda, vous découvrirez mille et une informations pour la solidarité internationale au quotidien (dates clés pour fêter la paix, la solidarité et les droits de l'Homme, citations, campagnes, initiatives, références bibliographiques...) tout en profitant des fonctionnalités d'un agenda classique (semaine sur deux pages, planning, notes, répertoire).

Édité par Ritimo • En partenariat avec : Aide et Action • la Fédération Artisans du Monde • Frères des Hommes • la Ligue des Droits de l'Homme • Non-Violence XXI • Peuples Solidaires • Témoignage Chrétien.

Une semaine sur 2 pages • Année civile 2008 • Reliure spirales • Un thème chaque mois (Education, Droits culturels, Information, Environnement, Migrations...) • 160 pages • 160 x 165cm • disponible dès octobre 2008 • 10 € (+ 1,80 € frais de port l'unité)

A commander à : france@cadtm.org



C'est décidé : j'adhère au CADTM !

NOM (en capitales) : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Tél : _____ Mel : _____ @ _____

> Adhésion au CADTM France et abonnement aux publications :

[] 48 euros [] 27 euros (petits revenus)

> Adhésion seule : [] 10 euros [] 5 euros (petits revenus)

> Abonnement seul : [] 38 euros [] 22 euros (petits revenus)

Adresser avec votre règlement à : CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau

Bulletin du CADTM France

17 rue de la Bate, 45150 Jargeau - France

Tel : 00 33 (0)2-38-59-98-28

Email : france@cadtm.org

Directeur de la publication : Claude Quémar

Mise en page : Yvette Krolikowski

ISSN 1634-5932 Dépôt légal : à parution